



22 octobre 2009

## POLITIQUE INDUSTRIELLE?

*Accompagner le déclin pour nourrir les profits du Medef  
ou gagner le développement pour répondre aux  
besoins du pays!*

**Il n'y a pas d'un côté un « bon » capitalisme,** « productif dans l'économie réelle », et un « mauvais » capitalisme financier sujet à des « dérives ». Non ! Il n'y a qu'un seul capitalisme qui par définition recherche à tirer de l'exploitation du travail un profit maximal, forcément financier (dividendes, de rachat d'actions...) pour les possédants. Il est nécessaire de le rappeler !

Dans la période actuelle, en France, cette quête de profits passe par la destruction de pans entiers de la production industrielle, la suppression de centaines de milliers d'emplois, l'intensification de l'exploitation des salariés restant en activité.

La « crise », la propre crise du capitalisme lui-même, sert à la fois de prétexte et d'instrument au Medef, aux grandes entreprises « françaises » pour l'accélération du processus. Ils l'ont préparée depuis des années à coup de restructurations, d'éclatement des grandes unités de production, d'externalisations, de développement de la sous-traitance, de débuts de délocalisation.

**Aujourd'hui les conséquences sont extrêmement graves pour le pays, dramatiques pour les salariés.**

15% de l'emploi industriel a été détruit pendant que le chômage partiel, la précarité et la « flexibilité » ont encore été accrus. Ce qui n'empêche pas les profits des entreprises industrielles de se porter toujours bien en attendant, eux, des jours encore meilleurs: 35 milliards d'euros pour celles du CAC 40 sur les six premiers mois de 2009.

**Pilier fondamental de l'économie, dans un grand pays développé, l'industrie en France ne répond plus globalement à la demande en France** (encore moins aux besoins réels de développement et de consommation non satisfaits).

L'exemple emblématique de ce recul est *le secteur automobile*, dans un des rares pays du monde disposant de la maîtrise de toute la filière. En 2004, cette industrie dégageait un solde commercial positif de 13 milliards d'euros. En 2008, pour la première fois depuis la guerre, le solde commercial est devenu négatif de 2,9 milliards d'euros. Pour le seul premier semestre de 2009, le trou atteint déjà 2,6 milliards d'euros. La responsabilité principale est à chercher dans la stratégie de PSA et de Renault, puissamment aidés par l'Etat, de favoriser la délocalisation de leurs sous-traitants et de leurs propres productions, grâce à l'UE, dans les pays à bas coûts de production.

Dans de nombreux secteurs, la destruction de l'outil industriel risque de conduire rapidement à une perte de potentiel et de savoir-faire lourde à remonter.

L'insistante campagne idéologique pour convaincre les travailleurs que la France n'aurait plus vocation à produire des biens de base mais devrait se diriger uniquement vers la haute-technologie est battue en brèche par les faits : le recul dans tous les secteurs dans le cadre d'une concurrence tout aussi vive.

**La défense de l'industrie en France, dans toutes les branches, de l'emploi industriel est une priorité nationale. Il faudrait être naïf pour compter sur le pouvoir au service du Medef pour la mener.**

**Au sujet de l'industrie, Sarkozy est le roi de l'esbroufe.** Les métallurgistes de Gandrange en savent quelque chose. Sa politique se situe strictement dans la continuité et l'aggravation de celle de ses prédécesseurs.

Elle s'inscrit entièrement dans l'encouragement des délocalisations, de la mise en concurrence généralisée des travailleurs, que portent l'UE, le Traité de Lisbonne, l'OMC (dirigée par le PS, Lamy...).

.../...

Dans ce cadre, au nom de la « compétitivité », le pouvoir continue à distribuer **toujours plus d'aides au patronat**, aux dépens des dépenses publiques et sociales, de la consommation populaire, pourtant moteur d'une croissance saine. Aux 90 milliards d'euros par an issus des cadeaux précédents, il se permet d'ajouter 12 milliards d'euros avec la suppression de la taxe professionnelles dans le budget 2010. Ces « aides » se retrouvent, même celles qui transitent par les PME, dans les profits des grands groupes. Pourtant, comme l'admet même la Cour des comptes, les exonérations de cotisations sociales patronales n'ont aucun effet perceptible sur l'emploi... mais plombent la Sécurité sociale.

Cette logique de la concurrence et du moins disant social touche la commande publique de l'Etat comme des régions. Ainsi l'Ile-de-France a choisi en 2006 le groupe canadien Bombardier, dont la production en France est minime, plutôt qu'Alstom pour le « marché du siècle » de 4 milliards d'euros du renouvellement des trains de banlieue.

En termes de politique de formation et de recherche, les effets d'annonce cachent de nouveaux cadeaux financiers sans objectifs précis ni contrôle avec les « pôles de compétitivité » ou la remise en cause des bacs professionnels.

Depuis la « crise », les interventions du gouvernement, au volontarisme certes bien mis en scène, sont toujours rentrées dans le jeu du patronat, par exemple en refusant d'imposer un repreneur réel pour Molex ou Continental. A quoi servent les 6,5 milliards de prêts à taux avantageux pour les constructeurs automobiles ?

**Qu'attendre maintenant des « états généraux de l'industrie » de Sarkozy sinon le piège, la tentative d'intégrer les salariés et leurs organisations syndicales à la cogestion de la crise,** à la recherche d'un « moindre mal » qui légitime l'ensemble d'une politique d'accompagnement de la casse progressive de l'industrie et de recul social ?

***A cette logique, depuis des mois, des mouvements de lutte hautement responsables, malgré la détresse des salariés, menés avec les organisations syndicales, se développent et opposent une perspective de résistance.***

Les salariés de la SBFM dans le Morbihan ont réussi à créer le rapport de force pour obliger Renault, leur donneur d'ordre à assumer ses responsabilités. A Marseille, la mobilisation se construit contre l'abandon

des chantiers de réparation navale. Les Molex à Villemur-sur-Tarn, par leur long mouvement, ont fait la démonstration de la stratégie destructrice de leur patron et de la complicité du gouvernement. Etc...

**Ces luttes, ce potentiel de résistance rejoint les mobilisations des agents des services publics.** Le lien est direct. Les services publics sont une condition du développement industriel. SNCF, RATP, EDF, GDF, Poste, France Telecom, fonction publique : d'importantes possibilités de convergences de lutte avec les salariés de l'industrie existent dans les semaines qui viennent.

**Notamment pour imposer d'autres choix en faveur de l'industrie !**

**Le refus de la logique du dumping social :**

- Pour la hausse du SMIC à 1600 euros net et le rétablissement d'une échelle mobile des salaires.
- Pour l'indemnisation à 100% du chômage partiel.
- Pour la suppression des avantages fiscaux et « sociaux » aux heures supplémentaires.

**Remise en cause de toutes les aides publiques aux entreprises :**

- Extinction de toutes les exonérations de cotisations sociales patronales (32 milliards d'euros pour 2009).
- Pas d'aide en nature sans contrepartie, contrôle et réversibilité.
- Remplacement de la taxe professionnelle par un dispositif équivalent pesant sur la plus-value des entreprises.

**Développement de la recherche et de la formation sous tutelle publique.**

**Des droits nouveaux pour les salariés et la collectivité :**

- Nous faisons nôtre les propositions de la CGT d'attribuer aux CE un droit de veto suspensif sur les plans de licenciements et de restructuration.
- De constituer des comités interentreprises entre sous-traitants et donneurs d'ordres.

Le maintien et le développement des filières industrielles, répondant aux potentiel et aux besoins du pays, ne peut pas se faire sans l'intervention démocratique des salariés et de la collectivité.

**Nous nous prononçons pour la (re)nationalisation d'entreprises industrielles centrales, dans des secteurs clefs, comme l'automobile, les chantiers navals, la métallurgie, l'aéronautique...**

Le gouvernement est prêt à prendre des participations pour renflouer le capital mais pas à laisser à la collectivité des moyens d'action sur la stratégie de développement industriel.

Une véritable politique industrielle implique enfin le refus de l'application de nombre de directives européennes de délocalisation et de mise en concurrence des travailleurs et l'essor d'une logique de coopérations entre pays d'Europe et d'ailleurs.

---

**Adhérez au PCF ! Faites le choix de la lutte!**

NOM:.....Prénom.....  
Adresse:.....  
Téléphone/Courrier électronique:.....

RENOYER A PCF 15, 130 rue Castagnary, 75015 PARIS, Tél: 01 48 28 60 05; pcf15@wanadoo.fr

**<http://pcf-paris15.over-blog.com/>; partie prenante du réseau « Faire vivre et renforcer le PCF »**